

Basée sur la lecture de la presse du Parti communiste français, l'analyse qui va suivre comporte toutes les limites et les insuffisances d'une étude de presse.

Ainsi il est possible d'analyser les idées développées par le parti communiste, de repérer ses changements d'orientation. Mais, il est bien évidemment impossible de se référer à cette presse pour juger avec précision la valeur et l'impact d'une manifestation, d'une campagne, d'une quelconque action organisée par le parti communiste. Ceci se pose tout particulièrement pour les actions des dockers et la campagne en faveur d'Henri Martin, qui, de plus, n'ont fait l'objet d'aucune étude historique. Des sondages dans la presse parisienne ont été effectués à propos de ces deux actions. Mais de tels sondages sont loin d'apporter satisfaction. Le climat de guerre froide ne favorise guère des jugements très crédibles d'un côté comme de l'autre. Aussi, à défaut d'avoir recours aux Archives, il a semblé plus intéressant d'essayer, à partir de ce que peut nous livrer l'étude de presse, de caractériser, de façon très générale de telles actions, d'en tirer un bilan, à titre d'hypothèse de travail plutôt qu'à titre de certitude. Pour cela, les critiques faites par les membres du parti communiste eux-mêmes, constituent de très utiles indications. Cependant, l'étude de presse est irremplaçable pour expliquer comment le parti communiste conçoit la situation politique, tant sur le plan national qu'international, quels sont ses objectifs. Elle permet aussi de comprendre le rôle, la place, l'importance que le parti communiste accorde au conflit indo-chinois.

I

Le Parti communiste, parti de gouvernement

I. Défense de l'Union française

Lors de la participation du parti communiste français au gouvernement, et même après son éviction, il prend la défense de l'union française. De l'analyse du rôle de l'union française, découle toute sa politique face à la question vietnamienne.

Le parti communiste ne nie pas l'acuité du problème colonial. La situation dans les colonies met à l'ordre du jour le problème des rapports à instaurer entre la métropole et les colonies. Après la Deuxième Guerre mondiale, les peuples coloniaux qui ont lutté contre le fascisme espèrent voir leur sort s'améliorer. Cet espoir se traduit par l'essor du mouvement national dans ces pays. Pour le parti communiste français, ces mouvements reflètent une aspiration légitime et invincible à plus de libertés, à un large développement de leurs facultés : ils désirent l'application de la Charte des Nations Unies. Il est certain que l'ère des dominations coloniales est révolue et qu'il faut trouver des solutions nouvelles. « Des réformes essentielles s'imposent » (Loze-ray) pour le parti communiste français, la plus grande revendication commune, c'est l'avènement de la liberté et de la démocratie, mais il n'est pas question de l'indépendance par rapport à la France.

En effet, pour réaliser la démocratie aux colonies la nation française a un rôle décisif à jouer. Raymond Barbe, dans *Les Cahiers du Communisme*, d'octobre 1946, l'explique : « On commettrait une lourde erreur en ne discernant pas, parmi les diverses puissances capitalistes, celles qui, les plus avancées dans la voie de la démocratie, permettront aux peuples coloniaux, d'aller, dans les conditions les plus favorables, vers la liberté et le progrès, de celles qui représentent, dans la conjoncture actuelle, le danger essentiel pour les chances de libération des populations coloniales. »

Selon le parti communiste français, les colonies françaises sont l'objet de convoitises impérialistes, dont il faut les défendre. Barbe continue ainsi : « Dans un monde... où les grandes puissances mondiales cherchent de nouvelles proies, toute tentative